



COMMUNIQUE

La PMTVA supprimée, 100 000 exploitations sacrifiées

La Commission européenne vient de présenter les projets de réforme de la PAC post-2013. Pour les éleveurs de viande bovine, ces projets sont totalement inacceptables. Malgré les déclarations d'intentions de la Commission et des Pouvoirs publics, aucune réponse porteuse d'avenir n'est apportée. Les spécificités et contraintes de l'élevage ont pourtant été reconnues, les carences identifiées par rapport aux dispositifs en place, les enjeux d'avenir et les objectifs d'un soutien différencié clairement définis. Un travail de fond a notamment été mené dans le cadre du groupe à haut niveau réuni il y a quelques mois au plan européen sur le secteur viande bovine, dans un contexte marqué par la crise de rentabilité du secteur et le besoin de restaurer des perspectives.

Mais, au final, les éleveurs, avec amertume et incompréhension, ne peuvent que constater l'impasse qui continue d'être faite par la Commission sur les mécanismes de régulation du marché et de gestion des aléas économiques en secteur viande bovine. Les seuils d'intervention demeurent à des niveaux ridiculement bas. Le mécanisme de stabilisation du revenu est inadapté pour un secteur en crise de revenu depuis quatre ans. Les faibles avancées sur la question du rééquilibrage du rapport de force dans la filière, entre éleveurs et leur aval, démontrent que le principe de concurrence demeure le dogme, au mépris d'un juste partage de la valeur ajoutée et des enjeux de sécurité alimentaire, d'activité et d'emploi sur les territoires.

La Fédération Nationale Bovine dénonce d'autre part le projet de suppression de la Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes (PMTVA). Cette suppression, si elle devait être confirmée, serait un acte économique et politique particulièrement négatif pour l'élevage. Ce serait valider une stratégie perdante, contraire à l'acte de production, et à l'opposé de la logique payante qui depuis trente ans d'instauration de la PMTVA a permis à la France de tenir la place de numéro un en Europe. Bien avant que l'élevage bovin soit en situation particulièrement menacée, et alors que les précédentes réformes de la PAC avaient acté sans conteste la nécessité de préserver cette mesure de soutien, le projet actuel ne prévoit qu'un hypothétique recouplage dans des conditions qui ne garantissent ni le maintien des crédits communautaires, ni des crédits nationaux associés. S'ajoutent à ce tableau la suppression des zones ICHN sur une large part de territoires occupés par le troupeau allaitant, la remise en cause annoncée de la PHAE, et des contraintes environnementales qui handicapent toute capacité d'adaptation des exploitations.

Au-delà de la nécessité de préserver le budget de la PAC, priorité de la FNSEA à laquelle la FNB s'associe, les éleveurs demandent dès maintenant un engagement du Président de la République, attaché à la ruralité comme il l'a rappelé hier dans la Creuse, à infirmer ces propositions de la Commission, qui en l'état signeraient le sacrifice de l'élevage bovin viande.

Fait à Paris, le 12 octobre 2011

FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE
Confédération Nationale de l'Élevage
Fédération Nationale Des Syndicats d'Exploitants Agricoles

149, rue de Bercy – 75595 PARIS CEDEX 12 – Téléphone 01 40 04 51 07 – Télécopieur 01 40 04 51 22

E-mail. fnb@fnb.asso.fr